

# CHRONIQUE de la Semaine

Hebdomadaire d'informations générales, d'analyses et de publicité

## FAIT DIVERS

**UNE BLAGUE DE MAUVAIS GOÛT A COÛTÉ UNE PEINE DE PRISON** P.4

**L'espace public belge, révélateur du déni colonial** P.7



**L'UE et l'Allemagne accordent près de 15 milliards FCFA pour accompagner le Togo dans sa politique de décentralisation :** P3



# Un camouflet pour l'opposition qui a voté contre le découpage des communes

**Les Evala s'ouvrent désormais à la modernité :**

## Le Président Faure Gnassingbé a échangé avec les lutteurs

 P.3&4

### L'association DIKPINDI, pour un nouveau visage des Evala



Le Président Faure félicitant les lutteurs

**L'éternel vendredi nuit consacré aux fidèles de l'église Ministère International Jésus en Action (MIJA) :**



### Le prophète Céphas Antonio dénonce le non respect des recommandations par ses fidèles

 P.6

**Forum de l'AGOA :**

## Le Togo prêt à tirer meilleurs profits des atouts de la loi

 P.5

**La culture togolaise en deuil : Folo, Agbasco et autres pourquoi êtes vous partis si tôt ?** P.4

Médias et gestion des consultations électorales :

La HAAC sensibilise les responsables des médias officiels à Kara

La Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC) est déjà en campagne de sensibilisation dans l'optique des prochaines échéances électorales de 2018 au Togo. Comment s'y prendre et quelles stratégies déployer pour une meilleure gestion de ces joutes électorales future ? C'est bien autour de cette cruciale double interrogation que les membres de la HAAC ont convié, mercredi dernier, les responsables des médias officiels à un atelier d'échange à Kara, dans le septentrion du pays.



Photo de famille à l'issue de la rencontre

" Plus jamais ça ! ", a dit un illustre homme de ce pays. Et le contexte ne s'y prête pas mieux pour s'approprier cette aspiration profonde qu'on souhaiterait bien traduire dans les actes. Ainsi, chacun à son niveau devrait jouer sa partition. La HAAC la si bien com-

pris et a souhaité prendre le taureau par les cornes en ouvrant d'ores et déjà le débat. Et l'honneur était donné aux responsables des médias officiels d'échanger sur la question de la gestion des consultations électorales avec l'institution de régulation des médias.

Au menu de l'atelier deux communications, à savoir le bilan de la gestion par la HAAC des élections législatives de 2013 et de la présidentielle de 2015, faite par Mathias Ayéna ; et les propositions de stratégies pour permettre à l'instance de régulation de jouer efficacement sa

partition en 2018 en mettant l'emphase sur la gestion des nouveaux médias, une présentation de Kasséré Pierre Sabi.

A l'ouverture des travaux, le président de la HAAC, Pitang Tchalla, a motivé la tenue de cette rencontre par la nécessité pour l'instance de régulation d'avoir une " préparation aigüe " pour une gestion efficiente des échéances électorales à venir après avoir pris conscience de l'apparition dans le champ médiatique de nouveaux médias.

Selon le président de la HAAC, bien que l'exercice ne soit nouveau, puisque la HAAC a, de par le passé, couvert plusieurs élections, il est toujours important, selon lui, de " remettre l'ouvrage sur le métier afin de l'adapter, non seulement aux nouvelles règles politiques qui gouvernent les élections, mais encore et surtout, à l'évolution du secteur de la communication ".

Pour lui, cette journée de réflexion de Kara vise à " jeter les bases " du séminaire international du Réseau des Instances Africaines de Régulation de la Communication (RIARC) sur la régulation de la communication en période électorale que la HAAC organise en janvier 2018.

A sa suite, le préfet de la Koza, le col Bawubadi Bakali, tout en rappelant le " rôle des médias dans la réussite d'une consultation électorale ", a tenu à saluer l'initiative de la HAAC qui vise à engager une réflexion profonde en vue des consultations électorales apaisées en 2018.

JPB

Lutte contre la faim et la malnutrition en Afrique de l'Est :

Le Pape François vole au secours des populations touchées par les conflits et la sécheresse

25 000 euros, environ 17 millions de francs CFA, c'est l'enveloppe offerte par le Pape François à la Fao, en guise de soutien à l'organisation dans l'optique de venir en aide aux populations de l'Afrique de l'Est où a été déclaré, en février dernier, l'état de famine.



Le Pape François lors de sa visite au siège de la FAO en 2014

Le Souverain pontife a fait don de 25000 euros, soit près de 17 millions de nos francs, à la FAO en vue de soutenir les efforts de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) visant à aider les populations confrontées à l'insécurité alimentaire et à la famine en Afrique de l'Est.

Ces fonds sont " une contribution symbolique pour un programme de la FAO qui

fournit des semences à des familles vivant en milieu rural, confrontées aux répercussions des conflits et de la sécheresse", a déclaré le Pape François.

Ce geste du Souverain pontife fait suite à l'engagement qu'il avait pris lors de la Conférence de la FAO du 3

juillet dernier, où il disait "être inspiré par le désir d'encourager les gouvernements".

Le Pape François, qui a fait de la solidarité l'un des thèmes majeurs de son pontificat, marque ainsi son attachement aux valeurs de solidarité et de partage.

Soulignons qu'en Afrique

de l'Est, beaucoup de pays sont sous la menace de la famine. Environ 16 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire dans les cinq autres pays en cette zone du continent (la Somalie, l'Ethiopie, le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda). Ce chiffre est malheureusement en hausse d'environ 30 pour cent depuis la fin de l'année 2016.

Notons qu'à l'occasion de la célébration le 16 octobre prochain de la Journée mondiale de l'alimentation dont le thème retenu est "Changeons le futur de la migration. Investissons dans la sécurité alimentaire et le développement rural", l'on aura le privilège d'accueillir le Pape François au siège de la FAO.

JPB/FAO

Atelier de validation du plan directeur de développement de l'Université de Lomé :

Un nouveau dynamisme à impulser à l'UL

L'Institut Confucius de l'Université de Lomé sert de cadre depuis mardi 25 juillet 2017 à un atelier de validation du plan directeur de développement de l'Université de Lomé.

Il s'agit au cours de cette rencontre de faire une étude approfondie du document du plan de développement de l'Université de Lomé. Il sera question pour les différents participants à cet atelier d'étudier le contenu dudit plan, d'apporter des amendements, de formuler des suggestions et recommandations afin de parvenir à un document consensuel.

Pour le directeur de la Planification et de la Prospection de l'Université de Lomé, Prof



KPERKOUWA Wala, le plan de développement de l'Université de Lomé prévoit des orientations prospectives pour les trois années à venir dans six domaines. Ces domaines concernent l'organisation spéciale du campus universitaire de Lomé, le développement de la formation

et de l'enseignement, le développement et la valorisation de la recherche universitaire, l'amélioration de la vie universitaire, la matérialisation du service à la communauté et enfin, l'amélioration de la gouvernance de cette Université.

En effet, ce plan consiste en

la construction de plusieurs amphithéâtres, des cités d'hébergement, des laboratoires scientifiques, des parkings, d'un restaurant ainsi que le bitumage des pistes, est prévu dans ce plan dans le but, disent les premiers responsables de l'Université de Lomé, de rendre cette université plus compétitive dans la sous-région.

Le plan stratégique de modernisation couvre la période de 2015-2020 et a pour vision de " faire de l'Université de Lomé une université moderne, compétitive dans la sous-région ". Les dispositions de ce plan permettront de rendre plus performante et plus efficace l'Université de Lomé d'ici 2020, a fait remarquer M. KPERKOUWA Wala.

Espoir

CHRONIQUE de la Semaine

63 Rue Bekpo, Tokoin Ouest  
Récépissé n°0338/05/03/08  
15 BP : 82 Lomé - Togo  
Tél: 23 20 92 75 / 90 01 21 69

Directeur de la Publication

ALIZIOU ESSODINA  
90 01 21 69

REDACTION

Carole AGHEY  
A. KAPO  
B. Talom.  
Jean-Pierre B.  
Espoir D.  
Pierre AGBANDA

Imprimerie SDR  
Tirage : 2000 ex.

**L'UE et l'Allemagne accordent près de 15 milliards FCFA pour accompagner le Togo dans sa politique de décentralisation :**

# Un camouflet pour l'opposition qui a voté contre le découpage des communes

Le Togo est résolument engagé dans la mise en oeuvre d'une politique de décentralisation intégrale, gage d'un développement à la base. Les partenaires face aux avancés notables réalisées par le gouvernement dans ce sens se manifestent en apportant leur aide pour la réussite du processus. Ainsi le lundi 24 juillet dernier, Le ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités locales, Payadowa BoukpeSSI et l'ambassadeur de l'Union Européenne (UE) au Togo, Nicolas Berlanga Martinez et de l'Allemagne, Christoph Sanders ont procédé à la signature d'une convention dénommée " Programme Décentralisation et Gouvernance Locale (ProDeGol) ".

Ce programme est destiné à accompagner le Togo dans



Le ministre Payadowa BoukpeSSI entouré des délégations de l'UE et de l'Allemagne

sa volonté de mettre en place une décentralisation effective en finançant les infrastructures dans les différentes localités. Ainsi L'Allemagne a décidé de déboursier une somme de 5 millions d'Euros soit 3 milliards 75 millions de F CFA à travers GIZ dans le même temps, l'Union Européenne s'engage à débloquer 14 millions d'Euros, soit 9 milliards 170 millions de F CFA.

Cet engouement des par-

tenaires à aider le Togo dans sa démarche vers la décentralisation résulte de la volonté politique du gouvernement (qui a enclenché le processus de décentralisation depuis l'année dernière) de conduire le peuple togolais vers les élections locales en vue de dégager des élus locaux.

Pour ce faire le gouvernement a procédé au découpage communal dont les députés conscients de la nécessi-

té de voir le Togo aussi dans le giron des pays décentralisés ont voté pour cette loi. Mais malheureusement l'opposition a voté paradoxalement contre cette loi sur le découpage. Pourtant, c'est justement elle qui criait à travers le monde entier que le gouvernement rechigne à organiser les élections locales.

Les membres du CAP2015 ont même organisé des marches de protesta-

tion pour, disent-ils, réclamer l'organisation des élections locales. Mais aussi curieux que cela puisse paraître, l'ANC vote contre ce texte qui est pourtant l'élément devant aboutir à l'organisation de ce scrutin, en égrenant des arguments aussi ubuesques les uns que les autres.

Comment peut-on organiser une élection locale sans le découpage des communes ? Et pourtant lors des travaux à la commission des lois à l'Assemblée Nationale, les députés de l'opposition étaient d'accord sur les critères de découpage. Et à la plénière ces députés sur ordre de leur chef en l'occurrence Jean-Pierre Fabre votent contre cette loi à la surprise générale.

Heureusement que les partenaires notamment l'Union Européenne et l'Allemagne ont apprécié à sa juste valeur la loi portant découpage des communes portées à 116. C'est un véritable camouflet pour l'opposition togolaise qui vote contre une loi mais que les pays comme l'Allemagne où la décentralisation est profondément ancrée, apprécient.

Nombreux sont les Togolais qui se demandent si le parti de Jean-Pierre Fabre ira à ce scrutin dont les Togolais attendent impatientement le calendrier pour aller accomplir leur devoir civique car depuis 1987 le peuple n'a plus été convié à une élection locale laissant ainsi les chefs des délégations spéciales régner sur les communes sans aucun mandat du peuple puisqu'ils sont nommés par le gouvernement.

Il va sans dire que l'opposition Togolaise joue au mauvais perdant en démontrant à la face de la communauté nationale et internationale son vrai visage. Ce qui est évident c'est que le processus de la décentralisation est engagé et le gouvernement est tenu de conduire le peuple togolais à ce scrutin qui est prévu au premier semestre de l'année 2018.

Aliziou Dominique

## Les Evala s'ouvrent désormais à la modernité :

# Le Président Faure Gnassingbé a échangé avec les lutteurs L'association DIKPINDI, pour un nouveau visage des Evala

Les rideaux sont tombés dimanche dernier sur l'édition 2017 des luttes traditionnelles Evala en pays Kabyè avec la 8ème édition du championnat Super Evala, au stade municipal de Kara, mettant aux prises les champions des différents cantons engagés. C'était sous le regard admiratif du Chef de l'Etat, Faure Gnassingbé. Mais la veille, le Président Faure a effectué une tournée dans les différents cantons à la rencontre des jeunes initiés avec qui il a échangé sur le déroulement des rites Evala et leur symbolique...

de stages. Ces prix ont été décernés par l'Association DIKPINDI, dont le Président Faure Gnassingbé est le président d'honneur. Les champions ont également bénéficié d'une couverture



Faure Gnassingbé suivant...



... la récompense des lutteurs lors des super Evala

Les luttes traditionnelles Evala en pays Kabyè (peuple du nord Togo) ont pris fin samedi dernier avec les finales dans la plupart des cantons. Mais la fête s'est poursuivie le lendemain dimanche avec les super

Evala qui regroupent les champions des différents cantons. Un événement qui a drainé une foule immense au stade municipal de la ville de Kara pour assister, pour la dernière fois de l'année, aux empoignades entre les

vallants lutteurs restés jusque là invincibles.

Le clou de la manifestation a été la remise des récompenses aux lutteurs, les champions, composées essentiellement d'enveloppes, de motos et des offres

assurance de la compagnie OGAR Assurances, en partenariat avec l'association "DIKPINDI", en plus des félicitations du président de la République en personne.

Suite à la page 4

**Les Evala s'ouvrent désormais à la modernité :**

**Le Président Faure Gnassingbé a échangé avec les lutteurs  
L'association DIKPINDI, pour un nouveau visage des Evala**

Suite de la page 3

Faure au contact des lutteurs

Dans les cantons de la préfecture de la Kozah, le Président Faure Gnassingbé est allé à la rencontre des lutteurs avec qui il a échangé. Le Chef de l'Etat les a particulièrement félicités pour le courage et l'endurance dont ils ont fait preuve dans les différentes arènes, avant de les convier au respect des valeurs culturelles et traditionnelles et surtout au fair-play et à la non violence.

Faure Gnassingbé s'est fait défenseur des valeurs traditionnelles en invitant les jeunes à se soumettre aux rites initiatiques. Nos traditions et rites constituent une richesse identitaire, a expliqué Faure Gnassingbé.

En réponse, les Evala dans l'ensemble des can-



Les prix mis en jeu

tons, ont remercié le Président Faure pour sa politique en général et son engouement pour la revalorisation de nos rites et tradition, et surtout son déplacement dans les différents cantons à la rencontre des jeunes pour leur prodiguer d'utiles conseils.

" Nous le remercions parce qu'il nous a rendu visite, à notre tour nous lui avons posé nos problèmes

et il a essayé de nous donner les points essentiels afin que nous puissions trouver aussi des solutions. Sa démarche nous a intéressée, le fait de circuler dans les villages reculés. Voir qu'il y a des élèves, des étudiants qui ont fréquenté et qui n'ont pas d'emploi et qui demandent à savoir comment nous devons chercher des solutions ensemble ", a indiqué un lutteur.



**L'association DIKPINDI au cœur des innovations des Evala**

L'une des grandes innovations qu'ont connues les Evala cette année, est la mise en selle de l'association DIKPINDI.

Portée sur les fonts baptismaux le 15 juillet dernier à l'hôtel Kara, l'association DIKPINDI, qui signifie en Kabyè, " se mettre ensemble, s'unir, s'entraider ", a comme objectif la promotion des valeurs culturelles et traditionnelles en pays

Kabyè, la sauvegarde des rites ancestraux et le développement de la région de la Kara.

Pour son premier acte, l'association a, en collaboration avec O G A R Assurances, lancé un produit spécia-

lement pour les lutteurs. Il s'agit de " EVALLA ASSUR ", une couverture assurance pour les lutteurs qui pourront désormais se prémunir des difficultés financières en cas d'accident lors des rites initiatiques Evala.

Outre cette couverture assurance, l'association a également mis à la disposition des lutteurs, des prix composés essentiellement des motos (pour les finalistes), des bourses d'étude et de formation, de même que

Suite à la page 5

**La culture togolaise en deuil :**

**Folo, Agbasco et autres pourquoi êtes vous partis si tôt ?**

*Ils étaient partis pour ne plus jamais revenir. La lutte traditionnelle Evala édition 2017 était la dernière à laquelle ils assistaient. Ils, ce sont les humoristes togolais dont deux célèbres en l'occurrence FOLY Foli Koffi alias Folo et Sodji M. dit caporal chef major Agbasco Wiyao sont morts dans un accident de la circulation au centre du pays, ce dimanche 23 juillet 2017.*

fêtes des luttes Evala.

L'accident, selon nos informations, a eu lieu aux environs de Tchaloudè (200 km de Lomé). Selon les témoins de ce drame, le véhicules transportant les humoristes est entré collision avec un titan qui revenait du sens opposé. Cette collision fait suite à un dépassement d'une voiture de la compagnie de transport commun ETRAB qui était en stationnement ; sous

soirée du rire organisée dans le cadre des luttes Evala édition 2017.

Le choc qui s'en est suivi a été d'une rare violence au point que le véhicule 4x4 des humoristes n'a laissé aucune chance de survie à ses occupants. Tous ont rendu l'âme sur le coup. On dénombre comme victimes, les humoristes Agbasco, Folo, sa copine, les frères Gafo et Ousmane Akoriko.

Informé de ce drame, le chef de l'Etat a témoigné sa compassion aux différentes familles éplorées et a déploré cet accident qui est un coup dur pour la culture togolaise. " J'ai appris avec une immense peine la disparition, dans un accident de circulation, de plusieurs compatriotes, dont de célèbres humoristes. Je partage profondément la douleur des familles éplorées et leur présente mes sincères condoléances ainsi que celles de la nation togolaise ", publie le président de la République sur Sa page Twitter.

Toute la rédaction du journal Chronique de la semaine présente ses sincères condoléances au monde de la culture togolaise ainsi qu'aux familles des illustres disparus. Leurs pensées resteront gravées à jamais dans nos mémoires.

Espoir



Nos compatriotes humoristes décédés dans un accident

Au total six personnes dont 5 humoristes à savoir Folo, Agbasco, les frères Gafo et Ousmane Akoriko sont passées de vie à trépas dans ce tragique accident de circulation à l'entrée de Tchaloudè (centre du pays). Ces derniers revenaient du pays Kabyè après plusieurs prestations en marge à l'occasion des festivités marquant les

la pluie qui dictait sa loi et une visibilité très réduite, ce dépassement à mis nez à nez les humoristes et un camion semi-remorque qui revenait dans le sens opposé.

Les témoins font également état d'un excès de vitesse de la part des humoristes Ils étaient à Kara (420 km) où ils ont pris part à un spectacle d'humour dans le cadre d'une

**FAIT DIVERS**

**UNE BLAGUE DE MAUVAIS GOÛT A COÛTÉ UNE PEINE DE PRISON**

*Il est parfois difficile de comprendre certains faits de société. Si nombreux d'entre nous savent que certains actes de la vie quotidienne sont prescrits et punis par la loi, d'autres l'ignorent complètement. Même en France, notre mère patrie, des individus ignorent qu'une plaisanterie de mauvais goût peut conduire l'auteur en prison.*

Paul Xavier, un pêcheur professionnel âgé de 58 ans sera contraint de s'expliquer devant le juge pour avoir joué contre la rigueur de la loi. Le mercredi dernier, l'homme résidant à Saint-Maurice-de-Lignon, en Haute-Loire, a appelé les gendarmes et il leur a dit qu'il allait commettre un massacre.

Il les a rappelés quelques instants plus tard pour déclarer qu'il avait découpé sa femme et son enfant à la tronçonneuse. Un important dispositif de gendarmerie mis en place à cet effet a rapidement identifié l'individu. Il était connu des services de police pour des différends familiaux mais jamais sur le terrain crapuleux.

Fort heureusement, arrivés sur les lieux, les gendarmes trouvent la femme et l'enfant en bonne santé. Mais ils n'ont pas apprécié la plaisanterie. Ils l'ont interpellé pour le placer en garde à vue en attendant d'être présenté au juge d'instruction. Les sources judiciaires estiment qu'il encourt cinq bonnes années de privation de liberté. Pas idiot ça ?

B.TALOM

## Forum de l'AGOA :

# Le Togo prêt à tirer meilleurs profits des atouts de la loi

Le 8 août prochain, s'ouvre à Lomé dans la capitale togolaise, le Forum annuel de l'AGOA (African Growth and Opportunity Act) sous le thème : " Les Etats-Unis et l'Afrique : partenariat pour la prospérité à travers le commerce ". Cette rencontre verra la présence de 1.000 délégués africains et américains venus de 38 pays.



Les préparatifs vont bon train

Afin de réussir l'organisation de ce grand événement, le comité d'organisation a travaillé dans un esprit de collaboration avec la partie américaine. L'Ambassadeur des USA au Togo, David Gilmour s'est félicité de l'esprit de collaboration qui anime les responsables du Togo et de son pays. " Nous sommes très impressionnés par la volonté du Togo à donner

satisfaction à toutes nos requêtes ", a-t-il laissé entendre.

L'AGOA est une loi votée en 2000 sous la présidence de Bill Clinton par le Congrès américain. Consacrée au renforcement de la coopération économique et commerciale entre les Etats-Unis et l'Afrique, elle permet à certaines marchandises fabriquées en Afrique d'être exonérées

de taxes à leur arrivée sur le territoire américain. Cette initiative sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique a pour but de contribuer à la réduction de la pauvreté grâce une croissance fondée sur les exportations.

La Togo veut profiter de cette opportunité pour augmenter le volume de ses exportations et booster ainsi

son économie. Pour ce faire, le pays vient de se doter d'une Stratégie nationale pour mieux aborder cette rencontre et en tirer grand profit.

En 2016, le montant des exportations du Togo vers les Etats-Unis sous le régime AGOA stagne à 134 000 dollars pendant que les chiffres globaux s'élèvent à 10 855 000 dollars US sur la même période. Conscient de cela et afin de booster ces chiffres, au regard des énormes opportunités qu'offre la loi AGOA, les autorités togolaises ont initié, le 20 juillet 2017, un atelier de concertation nationale dédié à l'élaboration d'une Déclaration de Politique pour accroître de façon accélérée les exportations du Togo dans le cadre de l'AGOA d'ici 2025 et au-delà.

" Notre pays souhaite saisir l'opportunité de ce 16ème forum AGOA 2017 qu'il organise pour mettre son secteur privé en contact avec des investisseurs et entreprises américaines en vue de tirer meilleurs profits des atouts de la loi AGOA ", a indiqué Mme Dédé Ahoefa Ekoué, la présidente du Comité d'organisation du Forum AGOA.

A travers la Déclaration de politique qui se déclinera en une stratégie nationale dotée d'un plan d'action opérationnel, le gouvernement entend accompagner les opérateurs économiques locaux, mais aussi créer plus de richesses pour relever le défi de l'amélioration des conditions de vie des populations.

Pour plus d'informations sur ce forum, le site : [www.agoa-togo.tg](http://www.agoa-togo.tg) a été conçu à cet effet.

Pierre AGBANDA

## Forum politique sur les ODD à New York :

# Le Togo félicité par les Nations Unies pour les avancées réalisées

Du 10 au 19 juillet s'est tenu à New York, aux Etats Unis, le Forum politique de haut niveau sur les Objectifs de Développement Durable (ODD). Le Togo, représenté par le chef du gouvernement, Selom Komi Klassou, a présenté son rapport sur les avancées en rapport avec les ODD le mercredi 19 juillet dernier, rapport qui a séduit les Nations-Unies et qui en retour ont félicité le pays de Faure Gnassingbé pour les efforts consentis.



Le PM Klassou (au milieu) lors des travaux

Le Premier ministre a présenté le 19 juillet dernier le rapport du Togo centré sur les avancées et les efforts de mise en œuvre des Objectifs 1,2,3,5,9,14 et 17 choisis par les Nations Unies pour faire la revue de cette année. Pour le chef du gouvernement, c'est le

leadership et l'impulsion du Président Faure Gnassingbé qui ont permis au gouvernement d'internaliser les ODD dans la Politique nationale de développement (PND), mais également de créer " les synergies optimales de leur mise en œuvre pour une meilleure croissance inclusive et généralisée, offrant des possibilités à

tous ". Et la conséquence est que les résultats parlent d'eux-mêmes.

Le Togo profitant de sa position stratégique dans la sous-région, a su booster son économie à travers des projets phares, notamment le PUDC, le FNFI, etc. qui non seulement ciblent les communautés à la base et les couches vulnérables,



Mme Amina J. Mohammed, Vice-secrétaire générale des Nations Unies

mais également permet au pays de faire reculer son indice de pauvreté qui passe ainsi d'environ 62% en 2006 à 55% en 2015. Cette réduction de l'incidence de la pauvreté a eu des répercussions sur l'espérance de vie qui en sens contraire a augmenté passant de 56,6 en 2009 à 60,1 en 2015.

Le PM Klassou ne s'est pas limité à ces démonstrations mais a relevé les défis qui restent à relever tout en assurant de la disponibilité du gouvernement " à aller de l'avant dans la réalisation des ODD afin qu'aucun citoyen ne soit laissé pour compte ".

**Salves d'appréciations ...**

Après sa présentation, le chef du gouvernement togolais a reçu en audience la Vice-secrétaire générale des Nations Unies, Mme Amina J. Mohammed. Elle était porteur des félicitations de l'ONU pour le Togo, pour les progrès réalisés ces dernières années ceci, en intégrant notamment les

ODD aux différents projets et à la Politique nationale de développement (PND).

Après la Vice-secrétaire générale des Nations Unies, le Président du Conseil Economique et Social des Nations Unies, organisateur du Forum de New-York, Frederick Musiiwa Makamure Shava, tout en saluant la participation du Togo au Forum, a lui aussi félicité les progrès du Togo en matière des ODD...

En marge du Forum, le PM Klassou a eu, mardi 18 juillet, un tête à tête avec le vice-Premier ministre belge, ministre de la coopération au développement de l'agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste, Alexander De Croo. Au menu des discussions, les rapports entre les deux pays mais aussi le renforcement de leur coopération. Notons que la Belgique tout comme le Togo, fait partie des 44 pays qui ont présenté leur rapport au Forum.

JPB

## Les Evala s'ouvrent désormais à la modernité :

# Le Président Faure Gnassingbé a échangé avec les lutteurs L'association DIKPINDI, pour un nouveau visage des Evala

Suite de la page 4

des stages...

Selon le Directeur Exécutif de l'association, M. Atcholi Aklesso, à compter de cette année, un programme de mentorat consistera à identifier dans tous les cantons de la région au moins deux jeunes cadres de bonne moralité pouvant servir de modèle, qui à leur tour identifieront au moins deux

ou trois jeunes. Ce programme de mise sur pied d'un large parterre de modèles dans la région est un des axes prioritaires de l'association. Plusieurs autres activités d'ordre social sont également à l'ordre du jour. DIKPINDI ne fermera pas les yeux face aux populations vulnérables de la communauté, à qui elle fera des dons aux cibles, notamment

dans les hôpitaux, CMS et maternités.

Désormais, les Evala, autrefois un passage initiatique traditionnel du jeune Kabyè, résonnent désormais comme une fête foraine au cours de laquelle le peuple Kabyè communique avec des peuples frères et amis.

JPB

# L'éternel vendredi nuit consacré aux fidèles de l'église Ministère International Jésus en Action (MIJA) : Le prophète Céphas Antonio dénonce le non respect des recommandations par ses fidèles

C'était le vendredi 21 juillet dernier vers 19h30 sur le terrain de basket du terrain omnisport de Lomé. Il y avait des milliers de fidèles qui attendaient l'arrivée du prophète Céphas Antonio pour leur délivrance des problèmes à travers des miracles à opérer par ce dernier.

Le prophète Céphas Antonio est le fondateur du Ministère International Jésus en Action (MIJA), une église de réveil qui siège à Bè-château, et organise une veillée de prière tous les vendredis nuits pour ses fidèles. Ce fut le cas le 21 juillet 2017.

L'objectif de cette rencontre de tous les vendredis nuits est de sauver la population togolaise des faits (pauvreté, célibat, stérilité, foyer brisé, etc.) qui minent nos sociétés de nos jours.

Dès l'arrivée du prophète dans une louange, il a averti les fidèles qu'il ne prêchera pas la parole de Dieu ce jour là.

Il a commencé par dénoncer le comportement de ses fidèles, " depuis deux



Le prophète est entrain de casser les bouteilles sur la tête des ennemis

séances de prières passées, je constate que les fidèles viennent prier et danser tous les vendredis nuits mais ne respectent pas mes recommandations. Les sorciers ont possédé leur esprit ce qui les ont rendu bêtes. D'après ce constat, je préfère travailler avec tout un chacun individuellement afin de détecter le problème de tous. A cause de ce travail, il n'y aura pas de séance de prières le vendredi 28 juillet", a confié le prophète.

Explicitement, les milliers de fidèles sont partagés sur trois jours avec une carte d'invitation de différentes couleurs à l'appui, le mardi 25, le mercredi 26 et le jeudi le 27 juillet à 17h30 pour un

travail approfondi.

Après la distribution des cartes d'invitation, le prophète Céphas a parlé de trois miracles qu'il a accomplis au cours de la semaine " l'accouchement d'une femme, enceinte depuis 2 ans 7 mois, un autre accouchement dont la grossesse a duré 3 ans et la mort d'un marabout qui a attaqué un fidèle de son église ".

La suite était la casse de trois bouteilles, ce qui signifie que les ennemis et les gens qui envient son église et ses fidèles auront un retour similaire.

Toujours contre les ennemis, les fidèles ont apporté des pierres. Après la prière du prophète sur les pierres,



Prophète Céphas Antonio et sa famille

les fidèles iront le mettre dans le feu de charbon jusqu'à ce qu'ils ne reviennent au rendez-vous fixé plus haut.

Une vieille d'une soixantaine d'années a témoigné qu'elle est sorcière. Elle a sacrifié 5 de ses enfants et se transformait en serpent et en toutes autres choses.

" Je remercie Dieu pour la vie de l'homme de Dieu. Il fait des miracles dans nos vies. Vous voyez qu'il y a des milliers de chrétiens des églises confondues ici, il fal-

lait venir tôt pour trouver de place. S'il ne fait pas bien, les gens ne viendront pas de partout. Que Dieu l'aide à faire plus ", témoigne Mme Angèle.

Rendez-vous est pris sur le 04 août prochain pour des miracles. Du jamais vu.

Rappelons qu'à MIJA, tous les dimanches dans la soirée, un gigantesque culte d'action de grâce est célébré au Stade omnisports de Lomé par le prophète Céphas Antonio.

Carole AGHEY

## Santé

### A la découverte du Code de la Santé du Togo (suite)

**Le chapitre III du code de la santé nous parle des mesures d'hygiène.**

#### Chapitre III- Mesures d'hygiène Section 2 -Hygiène alimentaire

**Article 33 : L'hygiène alimentaire comprend :**

- l'hygiène des établissements ou lieux d'alimentation ;
- l'hygiène des manipulateurs ;
- l'hygiène des denrées alimentaires.

**Article 34 : Les établissements ou lieux de préparation, de vente et de conservation des denrées alimentaires doivent être propres, aérés, éclairés et installés dans un environnement sain.**

Les comptoirs de vente et le matériel en contact avec les denrées alimentaires doivent être exempts de toute souillure et de toute contamination.

**Article 35 : Il est interdit d'utiliser pour la préparation, la conservation, le conditionnement des denrées alimentaires des produits chimiques ou autres éléments et objets contraires aux normes sanitaires et juridiques susceptibles de por-**

ter atteinte à la santé de la population.

**Article 36 : Toute personne travaillant dans un établissement ou lieu de fabrication et de vente de denrées alimentaires doit être soumise aux mesures de contrôle sanitaire, de prévention et de traitement.**

**Article 37 :Toute personne atteinte de maladie transmissible et travaillant dans un établissement ou lieu de fabrication, de vente et de conservation de denrées alimentaires, et constituant une source possible de transmission de maladie, doit cesser son activité professionnelle jusqu'à sa guérison totale.**

Les établissements ou lieux de fabrication doivent être soumis à la réglementation en vigueur en matière de médecine préventive.

**Article 38 : Les ministres chargés de la Santé, de l'Administration territoriale, de la Décentralisation, de la Sécurité, de l'Agriculture, de l'Elevage, de la pêche, du Commerce, de l'Industrie, des Transports et de l'Environnement sont compétents pour prendre toutes mesures en matière d'hygiène et de protection de denrées alimentaires.**

A suivre...

## Baisse de la TVA

sur les produits de première nécessité

18%
10%

PRODUITS ET SERVICES	NOUVEAUX TAUX DE LA TVA
Lait non transformé, Riz à l'exception du riz de luxe, Terminaux mobiles et équipements informatiques, Opération de crédit-bail dans les transports, Matériels de production d'énergie renouvelable	0%
Tissu kaki et tissu imprimé (pagne), Huile alimentaire, Sucre, Farine de céréales (blé, etc.), Pâtes alimentaires, Lait manufacturé, Aliments pour bétail et pour volailles, Poussins d'un jour, Matériels agricoles, Services de location et réparation de matériels agricoles, Hébergement et restauration des touristes	10%

FEDERER POUR BATIR  
www.otr.tg

# L'espace public belge, révélateur du déni colonial

**La Belgique n'a plus de colonies depuis plus d'un demi-siècle. Mais l'esprit de la colonisation est inscrit dans la pierre à tous les coins de rue. Comme si la décolonisation n'avait pas encore atteint nos villes, que des "afro-descendants" ont décidé de décoder en organisant des visites guidées.**

Au lendemain des attentats du 22 mars 2016, Christophe Mincke, professeur à l'Université Saint-Louis de Bruxelles, décrivait dans *Le Monde* avec des mots très justes ce que la société belge pensait d'elle-même en matière d'ouverture aux autres et d'interculturalité. "Aussi étrange que cela puisse paraître, les Belges tendent à être orgueilleux. Non de cet orgueil qui fait penser que l'on est destiné à apporter les Lumières au monde, mais d'un orgueil inversé. Ils aiment se penser ouverts, accueillants, débonnaires, se croire insignifiants, habitants fortuits d'un pays issu du hasard des conflits du XVIIIe et du XIXe siècle." Cette description correspond parfaitement au profil de beaucoup de Belges qui participent pour la première fois aux visites guidées décoloniales du CMCLD (Collectif Mémoire coloniale et lutte contre les discriminations).

Ces visites régulières entamées il y a quatre ans connaissent un succès notable grâce au travail de recherche et de terrain des militants du Mouvement. Un succès dû aussi aux partenariats avec des individus tels que Lucas Catherine, seul spécialiste du patrimoine colonial belge, ou l'ONG CEC (Coopération par l'éducation et la culture).

Le patrimoine colonial est tellement disséminé à Bruxelles mais aussi dans toute la Belgique qu'il a fallu construire des parcours géographiquement et historiquement cohérents : le parcours du palais et du parc royal qui se concentre sur la création, le fonctionnement et les stratégies du pouvoir colonial incarné par Léopold II ; le parcours du quartier des casernes d'Etterbeek au parc du Cinquantenaire qui montre le rôle des militaires et mercenaires engagés par Léopold II ainsi que celui des milices des entreprises coloniales ; et enfin le parcours d'Ixelles, de la place Fernand Coq à la place Lumumba qui défraie tant la chronique au cœur du quartier Matonge. De ces trois parcours, le Belge, nourri par les stéréotypes d'ouverture décrits plus haut, mais aussi par ceux de la propagande coloniale, et qui participe à la visite guidée n'en sort pas indemne.

De nombreuses personnes issues (...) sont victimes de la schizophrénie et du déni colonial profond dont souffre notre société.

## Ignorance, déni ou choc de la déconstruction décoloniale

En quatre ans, le public participant à ces visites guidées a sensiblement évolué. Composé en majorité d'afro-descendants et de personnes convaincues par la cause anticoloniale et décoloniale, il a connu un changement au cours des trois dernières années. La réputation des visites guidées, mais aussi leur réalisation dans le cadre d'événements culturels tels que l'exposition "Notre Congo - Onze Congo : la propagande coloniale belge dévoilée" de l'ONG CEC ou encore la pièce de théâtre *Colonialoscopie* de l'actrice et scénariste Geneviève Voisin ont amené un nouveau public.

Ce dernier est blanc, parfois ignorant de cette histoire, ou descendant de colon convaincu du caractère anti-esclavagiste et civilisationnel de l'épopée coloniale léopoldienne. De nombreuses personnes finissent par révéler en cours ou en fin de visite leurs liens coloniaux avec le Congo, le Rwanda, le Burundi. Très souvent, ces liens sont l'héritage d'une présence familiale dans l'une de ces anciennes colonies belges. Ce public est aussi parfois tout simplement demandeur de plus de connaissances sur le sujet ayant, lors de séjours à l'étranger, découvert autre chose sur l'histoire coloniale belge que ce qu'on lui a raconté ou fait croire durant de longues années.

De nombreuses personnes issues de ce public sont victimes de la schizophrénie et du déni colonial profond dont souffre notre société. En arrivant à la visite guidée, elles croient vivre dans une société un peu plus immunisée contre le racisme de par son histoire contrairement à d'autres telles que les sociétés française et américaine. Ces personnes repartent souvent avec une claque. Une claque qui les abasourdit car elle fait vaciller les représentations qu'elles avaient de l'histoire coloniale de leur pays.

De cette gifle inattendue vient souvent une remise en cause due à la nature même de la visite. La visite n'est pas uniquement descriptive, elle est aussi politique. L'objectif du CMCLD à travers cette découverte du patrimoine colonial n'est pas seulement d'instruire ou d'informer le participant. Le but est aussi et surtout de créer chez lui une conscience qui doit lui permettre de comprendre que notre société, nos institutions, les mentalités sont encore durablement marquées par cet ancrage colonial.

Enfin, il s'agit également de susciter chez elle ou chez lui l'envie de faire quelque chose pour décoloniser une société gangrénée par le déni de cette histoire depuis le fameux dis-

cours prononcé par le premier Premier ministre congolais, Patrice Lumumba, devenu aujourd'hui mythique. L'onde de choc provoquée par cette indépendance si soudaine et ce discours perçu comme une insulte historique ont créé jusqu'à nos jours chez nos dirigeants, dans nos institutions, et dans certains pans de notre société le refus de faire véritablement face à cette histoire et de la déconstruire au regard des valeurs défendues par la démocratie belge depuis 1830. Une déconstruction qui se fait lors de ces visites au moyen d'arguments scientifiques mais aussi logiques et de bon sens.

La gestion de notre espace public est également l'expression de ce déni. Pouvez-vous trouver à Bruxelles un panneau directionnel ou descriptif devant un monument ou une infrastructure touristique qui fait référence à la colonisation ? Il y en a très peu au regard de la longueur de cette histoire qui dura près d'un siècle. Savez-vous pourquoi la statue de Léopold II est tournée vers la banque ING ? Pourquoi le roi n'a-t-il jamais mis les pieds au Congo et où était situé le quartier général du pouvoir colonial ? Peu de gens le savent car une véritable politique de déni a été menée en vue d'effacer les traces de cette histoire aussi bien dans l'espace public que dans les têtes. Certains affirment même que ces connaissances ne sont d'aucune utilité alors qu'elles révèlent les origines de beaucoup de maux dont souffre notre société.

## Un espace public colonial et violent

Pourquoi n'y a-t-il aucune initiative visant à changer les infrastructures du patrimoine colonial ou à les contextualiser au vu des valeurs que nous défendons ? C'est la question la plus récurrente à la fin de la visite. La réponse à cette question peut se résumer en une phrase : l'absence de volonté suffisante des systèmes politique, médiatique et institutionnel d'avancer dans le sens d'une décolonisation de la société et donc de l'espace public.

Le CMCLD réclame la pose de plaques de contextualisation sur certains noms de rues et de monuments et l'inscription ou l'édification d'infrastructures au nom de personnes - surtout des femmes - ayant lutté contre la colonisation et pour la liberté des peuples.

Comme le citoyen, ces systèmes préfèrent pointer du doigt d'autres pays mais n'osent pas s'attaquer au problème colonial belge. Des faits précis étayent cette thèse. Ainsi récemment, *La Libre Belgique* a publié des articles sur le processus de décolonisation des rues entamé à Berlin sans jamais produire le même travail sur Bruxelles. Le même organe de presse ira jus-



L'espace public belge

qu'à arrêter sa collaboration avec le magazine *MicMag* spécialisé sur les questions interculturelles. Une interruption intervenue après un travail d'analyse sur le traitement réservé à la mémoire coloniale dans notre société ainsi qu'un reportage sur les visites guidées du CMCLD. On se demande toujours pourquoi.

Côté politique, ce n'est guère reluisant. Le refus persistant des autorités communales ixelloises de donner le nom de Patrice Lumumba à une place au cœur de Matonge comme symbole d'un processus de décolonisation en est un exemple patent. Au cœur de ce refus complexe, se mêlent aussi bien des stratégies politiques que des aigreurs et des acrimonies familiales liées à des trajectoires que l'on ne peut comprendre sans avoir déconstruit leur dimension coloniale. La perte du Congo, véritable vache à lait de la Belgique, fut une blessure profonde voire inguérissable. Dans certaines familles, la nostalgie coloniale, conséquence de la propagande est encore bien présente et entretenue.

Ainsi donc, les autorités préfèrent garder sans aucune contextualisation des monuments qui rendent gloire à la colonisation mais aussi à des personnes coupables d'atrocités dignes de crimes contre l'humanité. Elles préfèrent rejeter l'inscription de personnages plus en phase avec les valeurs proclamées par la Constitution belge depuis 1830 parce qu'elles ne sont pas capables de regarder l'Histoire en face. Le CMCLD réclame depuis des années la pose de plaques de contextualisation sur certains noms de rues et de monuments et l'inscription ou l'édification d'infrastructures au nom de personnes - surtout des femmes - ayant lutté contre la colonisa-

tion et pour la liberté des peuples.

Pour terminer, une question se pose : l'attitude schizophrène de la plupart de nos dirigeants et de nos leaders d'opinion, capables de prendre position vigoureusement sur l'esclavage et la ségrégation sans oser en faire de même pour la Belgique, n'a-t-elle pas un impact sur la population ?

La réponse se trouve dans deux productions cinématographiques récentes. Les Belges dans leur ensemble, médias, institutions, population se sont passionnés pour le documentaire *I am not your Negro* de Raoul Peck qui dénonce la ségrégation raciale et ses conséquences aux États-Unis à travers l'histoire du grand activiste, écrivain et poète James Baldwin. Aussi bien les passages à la télévision que dans les salles ont connu de très larges audiences. Un documentaire dont le contenu politique et humaniste a été salué partout. Mais dans le même temps, le film *Tarzan* de David Yates a suscité incompréhensions et critiques parfois virulentes quant aux liens qu'il fait avec les atrocités commises par le régime léopoldien au Congo.

Oui, en Belgique, nous sommes capables de porter aux nues Nelson Mandela, héros anti-apartheid en l'inscrivant dans notre espace public. Mais nous sommes dans le même temps incapables de faire la même chose pour des gens qui ont lutté contre le système d'apartheid installé par la Belgique au Congo. Notre schizophrénie coloniale est visiblement loin de se terminer.

**Calvin NJALL SOIRESSE,**  
coordinateur du CMCLD  
(Collectif mémoire coloniale et lutte contre les discriminations - [www.memoirecoloniale.be](http://www.memoirecoloniale.be))

**LES NUMEROS VERT DE L'OTR**

<p>POUR SIGNALER TOUT FAIT SUSPECT VEUILLEZ COMPOSER</p> <p><b>N° VERT</b></p> <p><b>8280</b></p> <p><b>Anticorruption</b></p>	<p>POUR TOUT RENSEIGNEMENT INFORMATION OU CONSEIL VEUILLEZ COMPOSER LE</p> <p><b>N° VERT</b></p> <p><b>8201</b></p> <p><b>Renseignements</b></p>
--	--

FEDERER POUR BATIR  
[www.otr.tg](http://www.otr.tg)

17 Mai 2017

Journée Mondiale des Télécommunications et de la Société de l'Information

# Vivez intensément la Semaine Wifi

avec le Groupe TOGO TELECOM



En vue d'accompagner les utilisateurs du service **Wifi Public** pour une bonne appropriation dans toutes les villes du pays où des bornes wifi ont été implantées, le Groupe TOGO TELECOM a lancé une opération dénommée « **Semaine Wifi** » qui a démarré le 17 Mai 2017.

À cette occasion, plusieurs actions sont prévues :

## du 17 au 23 Mai 2017 :

- **Démonstration et test dans chaque Cyber zone (site wifi public) de l'Intérieur** : un code est offert à tout visiteur qui crée son compte Wifi Public ;
- **Démonstration et test dans les Bars Wifi Public** : découverte du Wifi Public dans les bars partenaires ; un code est offert à tout client du bar qui crée son compte Wifi Public.

## du 17 au 31 Mai 2017 :

- **Bonus ADSL dans les Espaces Telecom** : offrir à tout client ADSL/WIMAX qui effectue un rechargement de forfait dans un Espace Telecom, un **code wifi gratuit** durant la période de la promotion.

## du 17 Mai au 17 Juillet 2017 :

- **Concours de création de vidéo amateur en ligne à l'attention des jeunes** : les jeunes sont invités à créer des vidéos traitant des thématiques liées à leurs communautés et à diffuser sur YouTube.  
(Adresse d'envoi du mail avec l'URL de votre vidéo créée et publiée sur YouTube : [semainewifi@gmail.com](mailto:semainewifi@gmail.com))

## du 17 Mai au 17 Août 2017 :

- **Wifi Gratuit tous les mercredis** : accès gratuit au service Wifi Public sur toutes les places wifi, **tous les mercredis de 18h00 à 20h00 sur tous les sites** au cours de la période promotionnelle.



## LISTE DES CYBER ZONES (Sites couverts par le service Wifi Public)



#	Secteur	Type	Lieu
1	Dapaong	Place publique	Esplanade de la Préfecture
2	Kara	Place publique	Place de la Victoire
3	Kara	Place publique	Esplanade de la Préfecture
6	Sokodé	Place publique	Esplanade de la Préfecture
7	Atakpamé	Place publique	Place Midudu
8	Kpalimé	Place publique	Place Gbadjadji
9	Aného	Place publique	Place à côté de l'hôtel Oasis
10	Aného	Place publique	Esplanade de la Mairie
11	Tsévié	Place publique	Esplanade de la Mairie
12	Lomé-Port	Place publique	Rond Point du Port Autonome
13	Lomé-Déckon	Place publique	Carrefour Déckon
14	Lomé-Assivito	Place publique	Carrefour Assivito
15	Lomé-Place de l'Indépendance	Place publique	Palais des Congrès
16	Lomé-Place de l'Indépendance	Place publique	Place de l'Indépendance
17	Lomé-Place de l'Indépendance	Place publique	Alentours 2 Février, CASEF et Stade Omnisport
18	Lomé-Aéroport	Place publique	Aérogare de Lomé

#	Secteur	Type	Lieu
1	Lomé-Kégué	Bar	Bar Festina à Kégué
2	Lomé-Nukafu	Bar	Bar Le Refuge à Nukafu
3	Lomé-Forever	Bar	Bar 3K à Forever
4	Lomé-Agbalépedo	Bar	Bar Fekandine-Agbalépedo
5	Lomé-Casablanca	Bar	Bar La Ryveronne-Casablanca
6	Lomé-Hédzranawoé	Bar/Espace aéré	Tata Park
7	Lomé-Nyékonakpoé	Bar	Bar G20
8	Lomé-Hédzranawoé	Bar	Cantine de l'Aéroport
9	Lomé-Kpéhénou	Bar	Bar Maestro
10	Lomé-Adidogomé	Bar	Golden Rumba
11	Lomé-Agoé	Bar	Jeton Pas 2
12	Lomé-Aflao Sagabdo	Bar	Intimité Fast Food
13	Kara	Bar	Carrefour des bars
14	Kara-Tomdè	Bar	Station service Shell

Le public est cordialement invité à **tester gratuitement le Wifi Public** dans tous les CYBER ZONES.

Pour plus d'informations, rejoignez-nous en ligne

[www.togotelecom.tg](http://www.togotelecom.tg) | [@Togo Telecom](https://www.facebook.com/TogoTelecom) | [@TOGOTELECOM1](https://twitter.com/TOGOTELECOM1) | [TOGO TELECOM](https://www.youtube.com/channel/UC...)

ou contactez le Service Client au 119/ 22 22 01 19